

Responsabilité ministérielle

M. Mackasey: Plus ou moins en ces termes. Si vous parcourez le *hansard* comme je l'ai fait à 7 heures, vous y trouverez 40 questions et, si vous poussez plus loin, vous constaterez que dans chaque cas, il s'agit de critiques peut-être involontaires contre la Fonction publique.

M. Baker (Grenville-Carleton): Ou contre le gouvernement.

M. Mackasey: Ou contre le gouvernement, mais aussi contre la Fonction publique. Ce n'est pas le gouvernement qui a critiqué Reisman et Grandy qui étaient des fonctionnaires.

M. Baker (Grenville-Carleton): Retraités.

M. Mackasey: Qui étaient fonctionnaires et qui ont pris leur retraite. Je ne voudrais pas citer des noms. Toutefois, ce sont eux qui ont cité des noms aujourd'hui et non pas le gouvernement. Je n'aime pas citer de noms. Je préfère dire que nous vivons dans une société qui, à tort ou à raison, et je pense à raison, exige de l'entreprise privée une certaine qualité de vie. Nous exigeons un produit national brut qui puisse nous aider à faire vivre les pauvres, les aveugles, les invalides, les alcooliques et même les paresseux. Nous disons à cette entreprise privée pour laquelle nous sommes tous je pense, y compris les convertis là-bas dans le coin, car ils se convertissent quand ils forment les gouvernements provinciaux, qu'à tort ou à raison c'est la meilleure solution pour notre pays, mais qu'à l'heure actuelle cela suscite beaucoup de tension.

Pour la première fois en peut-être 30 ans, ces tensions se sont fait sentir dans le monde industriel ou dans le monde «nanté», si vous voulez.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le ministre, mais le temps de parole qui lui était imparti est écoulé. Il pourra poursuivre avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

M. Mackasey: Je vous promets, monsieur l'Orateur, d'être bref. J'aimerais simplement souligner un point qui me paraît important. Pour la première fois peut-être, certains pays industrialisés comme le nôtre hésitent, ont un peu peur de se fier au marché. Ils sont inquiets à cause du conflit de l'OPEP, de la crise de l'énergie et des problèmes écologiques. Ils sont inquiets parce que les pauvres se sont décidés à bouger. Ils sont inquiets parce que, ironie du sort, notre quête logique de la démocratie a permis à tous les Canadiens, pour la première fois, de s'exprimer par l'entremise d'un organisme quelconque. Il n'y a là rien d'anormal. Ce phénomène s'est manifesté, je pense, dans tout le monde occidental, toute la société industrialisée. Il est normal qu'il se soit répercuté sur la population, et, partant, qu'il se répercute aussi sur les parlementaires des deux côtés de la Chambre. J'essaie d'être aussi impartial que possible.

Quel est le problème auquel nous nous heurtons? Il s'agit de ne pas céder à l'affolement, de ne pas faire renaître le climat des années 30, où le leadership était quelque peu chancelant et où les chefs qui se sont alors présentés étaient Hitler et Mussolini qui étaient censés régler tous les problèmes du monde lorsqu'ils ont été élus pour la première fois. Tel est le problème qui se pose dans notre pays. Comment réagissons-nous à cette situation internationale? Elle n'est pas réellement internationale.

Une chose est certaine au sujet de la prospérité: lorsqu'on ne l'a jamais connue, on ne sait jamais quand sa situation empire. Le monde industrialisé connaît la prospé-

rité depuis 30 ans. Soudain, un défi se présente: nous devons envisager la possibilité de manquer d'énergie d'ici 20 ans, le risque de détruire l'écologie, de voir notre système de libre entreprise incapable de fournir les richesses nécessaires pour subvenir aux besoins des défavorisés, de ceux qui doivent être à la charge de la société et de ceux qui contribuent à la qualité de la vie, qu'il s'agisse des médecins, des dentistes, des avocats, des enseignants ou autres. Il serait surprenant que la période des questions et les mesures prises par le gouvernement ne traduisent pas d'une façon ou d'une autre cette préoccupation du public. Le défi que nous devons relever, c'est d'avoir le courage de ne pas nous laisser retomber dans une situation qui, à la limite, détruira tout simplement ce qu'il nous a pris des décennies à construire: notre souci mutuel.

J'aimerais vivre dans un pays où l'on reconnaisse à tous, aux pauvres comme aux aveugles, le droit de recevoir un revenu minimum. J'aimerais vivre dans une société où l'on ne refuserait pas à des jeunes le droit de travailler 10 ou 15 heures par jour s'ils veulent avoir un garage pour deux voitures, une maison d'été et un revenu comme il n'en est pas dans le monde entier. C'est en réalité pourquoi je suis ici et pourquoi la plupart d'entre nous, des deux côtés de cette Chambre, sont également ici. C'est la raison pour laquelle je suis intimement convaincu de l'importance de notre institution. En pensant de la sorte, je fais peut-être partie d'une minorité, mais je ne m'en excuse pas.

Je veux simplement dire qu'en tant que membre du parti libéral et en tant que membre de la législature qui siège depuis plus de 300 jours, je n'ai aucune excuse à consigner au compte rendu. Comme je l'ai dit avant 6 heures, nous avons adopté près de 100 bills importants. Quand je dis «nous», je parle au nom de tous, car ce Parlement n'est pas simplement le Parlement d'un parti, c'est celui de quatre partis. Nous sommes dévoués; nous combattons; nous apportons des améliorations et j'espère que nous adoptons en général d'excellentes mesures pour tous les Canadiens. Peu importe qu'un délégué siège d'un côté ou de l'autre de la Chambre tant qu'il se dévoue à l'amélioration de la société. Beaucoup de nos bills ont été améliorés par des députés de l'arrière-ban et des députés de l'opposition. C'est pourquoi nous siégeons ici même. Nous ne sommes pas ici uniquement pour être réélus.

Nous devons avoir le courage des convictions qui nous ont permis d'être élus ici en premier lieu. Monsieur l'Orateur, vous pourrez me demander en quoi cela a trait à la Fonction publique? Je vous répondrai tout simplement ceci: Si vous voulez que le gouvernement s'intéresse aux boiteux, aux pauvres, aux estropiés, aux aveugles et aux faibles aussi bien qu'aux autres, y compris les mères abandonnées et les veuves plutôt que de laisser les entreprises privées endosser ces problèmes, il faut alors vous attendre à ce que la bureaucratie s'accroisse comme le fait celle des entreprises comme la General Motors. Peu m'importe par conséquent que la Fonction publique regroupe 5,000 ou 500,000 fonctionnaires. Ce qui importe, c'est de savoir pourquoi nous engageons ces fonctionnaires et ce qu'ils font.

J'aime que les fonctionnaires remplissent un rôle utile. En dépit de la déclaration qu'a faite aujourd'hui le député de Grenville-Carleton, la Fonction publique canadienne est la meilleure du monde. L'opposition n'a pas le monopole des préoccupations au sujet de la Fonction publique. Je serai contraint de faire preuve d'un esprit de partisan mais je répéterai que c'est notre parti, le parti libéral, qui a permis à la Fonction publique d'avoir son mot à dire à propos de sa propre destinée, qui lui a donné le droit de